

## L'impasse du libre-échange

Aujourd'hui, ce que disent les Français à longueur de révoltes électorales, c'est que le libre-échange ne fonctionne plus dans le nouveau contexte mondial. Et, indépendamment de considérations politiques, il y a tout lieu de les écouter : ils sont en effet les mieux placés pour apprécier la validité des choix économiques nationaux puisqu'ils en vivent au quotidien les conséquences. Mais quelles raisons peuvent bien conduire à remettre en question ce dogme absolu de l'économie contemporaine ?

D'abord, le niveau très élevé de la population active dans les pays émergents fait apparaître une situation mondiale de chômage élevé (le nombre de chômeurs est passé, selon le Bureau international du travail, de 157 millions en 1995 à 192 en 2005, soit une augmentation de 22 %) et donc de déprime des salaires : l'offre surpasse la demande. À partir du moment où ils entrent en compétition avec les autres travailleurs grâce l'ouverture des frontières, la grande masse des travailleurs chinois, indiens, brésiliens ou turcs tirent en effet vers le bas les salaires mondiaux. Comme dans ces pays, on produit beaucoup avec peu d'argent, compte tenu précisément de la faiblesse des salaires, la productivité marginale du capital y est élevée : il est très rentable d'y investir, cela permet d'augmenter rapidement la productivité et les profits. Il y a donc transfert de capital des pays avancés vers les pays émergents, ce qui explique la vague d'investissements considérables que l'on connaît actuellement vers ces nouveaux pays. Rien que dans la région Sud-Méditerranée, les investissements ont doublé en 2005. En 2005, 494 milliards de dollars ont été investis dans les pays émergents, selon la Banque mondiale : un quart seulement de cette somme provenait des pays émergents eux-mêmes et 238 milliards des entreprises étrangères. Et la part du commerce dans le PIB mondial a plus que doublé depuis les années 1960 pour atteindre aujourd'hui 50 % du total.

Un chômage mondial qui augmente, des transferts de capitaux qui s'accroissent et des salaires peu qualifiés qui stagnent ou qui baissent : une dépression est en train de se créer, la baisse des salaires entraînant celle de la demande. Les gens n'ont plus assez d'argent pour consommer. Mais comme la hausse de la productivité est plus rapide que celle des salaires, les entreprises internationales en bénéficient pour augmenter leurs profits : ce sont elles en effet qui tirent le mieux parti du système puisqu'elles localisent leurs investissements là où ils sont potentiellement les plus rentables. En d'autres termes, elles jouent des inégalités entre les pays. Cette situation explique les bénéfices des entreprises du CAC 40 qui semblent totalement déconnectées de la réalité économique française.

Dans ce processus, on peut alors repérer deux anomalies. La première est heureuse : les taux d'intérêt devraient augmenter et freiner les investissements, accélérant la crise. Mais les États augmentent la base monétaire mondiale et mènent une politique de soutien à la croissance pour atténuer les conséquences sociales : ils font le choix du déficit public (c'est le cas de la France) et de

la baisse des taux d'intérêt réels pour encourager l'endettement des ménages dans les pays avancés. Comme, en outre, le taux d'épargne est très important dans les pays émergents du fait, par exemple, de l'absence de couverture sociale comme en Chine, les taux stagnent ou baissent. Cette situation permet donc de limiter la crise qui apparaîtra le jour où les États n'auront plus les moyens de continuer à creuser leur déficit, ou lorsque les particuliers ne pourront plus s'endetter davantage (hausse de l'immobilier, hausse des taux).

Et l'on se rapproche à grand pas de ce moment. Théoriquement, la hausse de la population active mondiale entraîne une hausse du PIB potentiel mondial et du bien-être à long terme. Mais cette amélioration ne peut se produire que lorsque le chômage mondial aura été résorbé. Le problème est qu'avant d'arriver à cette situation, il y aura eu de considérables transferts d'emplois des pays avancés vers les pays émergents. Étant donné la taille de la population en chômage déguisé dans les pays émergents, ce délai de résorption du chômage sera très long et les mesures de soutien de la demande ne pourront probablement pas agir aussi longtemps (les déficits sont déjà trop élevés dans les pays avancés), ce qui fera apparaître les vrais effets de la dépression keynésienne, aujourd'hui encore masqués.

Deuxième anomalie, inquiétante celle-là : compte tenu de l'écart énorme de coûts salariaux entre les pays émergents et les pays avancés et des choix de politique monétaire des pays émergents, le système de change ne peut pas jouer son rôle. Les différences de niveau de salaire imposeraient, pour être corrigées, des variations des taux de change impossibles à imaginer. C'est pourquoi la Chine a acheté des centaines de milliards de dollars de bons du Trésor américain : cela lui permet d'éviter une pression à la baisse de la monnaie américaine, qui aurait conduit directement à une réévaluation de sa monnaie, et donc à des exportations moins compétitives pour elle. Le taux de change ne joue pas son rôle.

En outre, lorsque Ricardo expliquait que le libre-échange produirait des gains partagés par tous les pays, il se fondait sur le présupposé que les ressources utilisées pour produire des biens – ce qu'il appelait les « facteurs de production » – ne traverseraient pas aisément les frontières internationales. La terre, le climat, la géographie et même les travailleurs ne pouvaient être déplacés vers d'autres pays. Aujourd'hui, les facteurs de production vitaux – le capital, la technologie et les idées – peuvent parcourir le monde en un quart de seconde et se délocaliser vers les endroits où ils sont le plus productifs : dans notre situation aujourd'hui, ils vont vers une poignée de pays disposant d'une main-d'œuvre bon marché et abondante. Ils sont aussi facilement exportables que des voitures. Le principe de l'avantage comparatif se trouve alors biaisé, et contrairement à la théorie de Ricardo, il n'y a pas d'alignement progressif des prix des biens échangeables (par parité de pouvoir d'achat) : les prix des produits fabriqués en Chine n'augmentent pas, les délocalisations s'amplifient donc, le chômage augmente.

Est-ce pour autant insurmontable ? Pendant les Trente Glorieuses, la France avait bien connu un changement économique considérable avec la perte de cinq millions quatre cent mille emplois dans

l'agriculture, qui avaient été compensée par des créations d'emplois dans les services et dans l'industrie. C'est vrai, mais il était plus facile, comme le rappelle Pierre-Noël Giraud, de convertir un paysan en OS, et on pouvait créer de l'emploi public pour amortir le choc. Aujourd'hui, c'est très compliqué de transformer l'ouvrière de Moulinex licenciée après trente ans de carrière à l'usine en une employée modèle ou très productive, et c'est impossible ou presque de créer de l'emploi public en raison de la dette de l'État. Il n'y a donc plus de gains partagés : certains pays gagnent, mais d'autres perdent. Même Paul Samuelson, prix Nobel d'économie en 1970 et père de la « synthèse néo-classique », économiste libre-échangiste s'il en est, admet aujourd'hui dans l'étude des échanges sino-américains que « les gains liés au commerce international ne sont pas nécessairement supérieurs aux pertes ».

Au début des années 1980, le président Giscard d'Estaing avait assené avec force l'idée que « le socialisme, ça ne marche pas ». On peut dire aujourd'hui que « le libre-échange, en Europe et en France, ça ne marche plus ».